L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 27 FEVRIER 1836.

LISTE DES DIFFERENS CANDIDATS
Pour la prochaine administration.
(Les élections devant avoir lieu le 1er. lundi d'avril prochain.)

POUR MAIRE:

L. U. GAIENNIE.

POUR RECORDER :

JOHN CULBERTSON.

ALDERMEN :

1er. District. { GUSTAVE SCHMIDT. SALOMON HIGH.
2e. District—FELIX LABATUT.
3e. District { Dr. THOMAS. A. GRAILHE.
4e. District—J. PREVAL.
5e. District { F. PERCY. A. LARA.
6e. District { J. BERRY. J. CALDWELL.
7e. District—I. BALDWIN.
8e. District { F. BUISSON. LOUIS ALLARD.

Nouvelle Orléans, 25 février 1836.

Les membres suivans n'ont pas répondu à l'appel fait ce jour à la chambre, MM. Armand, Dubuys, Dixon, Dusson, Freret, R Halle, Lawson, Milligan Ogden et Patin.

FLORIAN ROUSSEL,
Secrétaire de la chambre des représentans.

CONCERT DE MM. VALIERE & NORES.

Nous rappellerons au souvenir de nos lecteurs que c'est ce soir que doit avoir lieu, à la salle de bals de M. Davis, le concert de Messieurs Vallière et Norès. Dans *notre premier article* au sujet de *cette soirée musicale*, nous avions oublié d'annoncer que M. Norès était un des bénéficiaires. Certes c'était une erreur bien involontaire de notre part, aussi nous empressons nous ici de la relever et de faire observer que ce jeune artiste a des droits à la bienveillance du public. Son talent modeste et distingué, et la complaisance qu'il a toujours mise à être utile à ses confrères toutes les fois que ses services leur étaient nécessaires, ne nous font espérer que les habitans de la Nouvelle-Orléans lui en tiendront bon compte aujourd'hui.

Les artistes qui doivent se faire entendre à ce concert sont: Messieurs Boucher, Gambatti, Kroll, Vallière et Nores pour la partie *instrumentale*, et Messieurs Heymann, Bailly, Curto et Madame Barthélémy pour *le chant*. Le public a eu souvent l'occasion d'admirer les talens de ces différens artistes, et si nous les nommons ici, c'est moins dans l'intention de leur donner des éloges, qui seraient peut-être trop faibles, que de rappeler au souvenir de nos concitoyens qu'ils trouveront *ce soir une nouvelle occasion d'aller applaudir* à leur mérite. Annoncer en outre une ouvatine du *Pirate*, qui sera exécutée sur la trompette à piston, par Gambatti; le duo et le trio de Guillaume Tell, réputés par tous les connaisseurs comme les plus beaux morceaux de musique du siècle, c'est dire assez qu'il y aura chambrée complète ce soir au concert de Messieurs Vallière et Norès.

EL CORREO ATLANTICO.

Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que Mr. O. de A Santangelo a pris des mesures pour continuer en cette ville la publication du Journal " el Correo Atlantico, ci-devant imprimé par lui à Mexico. Ce journal sera comme précédemment dévoué principalement à la politique et à la littérature. La manière habile dont les seize premiers numéros ont été conduits, nous est un sûr garant que ce Journal trouvera à la Nouvelle-Orléans un patronage certain. Il est inutile de dire ici que le Correo avait embrassé et continuera à défendre la cause du gouvernement fédéral au Mexique: il ne négligera rien de ce qui pourra tendre à la faire triompher sur tous les points de la République.

N. B. Le 17ème numéro de ce journal paraîtra lundi prochain

Dernières nouvelles de St. Augustin.

Le paquebot à vapeur John Stoney, arrivé le 16 courant à Savannah de St. Augustin y a apporté la nouvelle que les habitations Bulow et Hernandez, au Sud de St. Augustin avaient été brûlées par les Indiens et qu'il y avait bien peu sinon plus de communications entre cette ville et Picolata.

Le général Scott qui se trouvait encore à Savannah attendait l'arrivée des premiers bateaux que l'on suppose être le Dolphin, pour s'embarquer pour Picolata.

NOUVELLES D'EUROPE
DE NEUF JOURS PLUS RECENTES.

Par le navire Boreas, capitaine Taylor, arrivé hier en notre port, nous recevons des nouvelles de France jusqu'au 7 janvier inclusivement, et par le paquebot le Rhone, arrivé à New-York les dates du Hâvre vont jusqu'au 9 du même mois. Nos lecteurs trouveront dans les extraits que nous donnons ci-après ce qui nous a paru du plus grand intérêt à la politique européenne Au titre commercial on verra également quel était la situation du marché du Havre aux dernières dates.

—Le Journal du Commerce de New-York du 12 nous annonce l'*arrivée du navire* S.—*Andrew* qui apporte des gazettes de Londres jusqu'au 9 inclusivement. Aucun extrait n'était donné par ce journal.

Le projet d'adresse, par la Chambre des Pairs, en réponse au discours du trône était vivement discuté dans la *séance du 6. Le sort de la Pologne paraît intéresser* maintenant la noblesse française, et d'après la tournure que prennent les délibérations de cette chambre il ne serait pas surprenant de voir la guerre se déclarer bientôt avec la Russie—Tout nous porte du moins à le croire, car les armemens continuent à se faire dans les principaux ports de France.

L'Angleterre fait aussi de grands préparatifs. Et les Polonais eux-mêmes encouragés sans doute par l'attitude que prennent ces deux nations, se proposent de remettre aux deux chambres une pétition dont l'objet est moins de rappeler les griefs de leur malheureuse patrie et la violence par laquelle le gouvernement russe a provoqué l'insurrection polonaise, que de faire souvenir les députés des départemens français de l'adresse qu'ils on voté le 23 août 1834, adresse dans laquelle ils ont *reconnu et déclaré* que l'équilibre européen *était gravement compromis* par l'*atteinte portée* à la nationalité polonaise. Les envahissements continuels de la puissance russe, l'occupation d'Erivan, du port et des côtes d'Anapa, Achalrick, Kars et Erzeroum, des défilés de l'Arménie, des bouches du Danube et de la *place de Silistrie, ne doivent-ils pas être* pour l'Europe un avertissement suffisant du sort qui lui est préparé par l'ambition de l'autocrate.

Il est donc de la saine politique de la France et de l'Angleterre d'arrêter les empiétemens que fait la Russie *sur les Etats voisins. Et ce que ces deux royaumes* devaient faire à l'époque de la première révolution de Varsovie, ils veulent l'entreprendre maintenant. Ils ont fini par comprenare qu'ils ne doivent pas consentir à ce qu'un Etat qui surpasse en surface le reste d l'*Europe, incorpore à ses domaines*, et comme faisant désormais et à tout jamais partie intégrante de l'empire des czars, un *territoire* de 2200 miles carrés et une population de quatre millions d'habitans; ils ne doivent pas permettre non plus que ce territoire qui l'avance et fait soin *en Allemagne*, devienne à la fois l'avant-garde et le quartier-général d'une *armée* de barbares qui menacent la civilisation d'une subvention nouvelle. Ce ne serait pas seulement consommer le sacrifice de l'héroïque nation polonaise, ce serait lâchement souscrire à l'asservissement des peuples de l'occident et du midi de l'Europe. Cette conséquence quoique *paraissant éloignée* aux intelligences pour qui l'avenir est fermé, est tellement grave, qu'elle ne saurait manquer de devenir, dans les parlemens de France et d'Angleterre, l'objet d'interpellations et d'observations sérieuses.

ESPAGNE.

Par les arrivages que nous avons annoncés nous avons obtenu des dates assez fraîches de la Péninsule. Rien de positif n'est encore décidé dans les affaires de cette malheureuse contrée. Cependant les nouvelles reçues confirment de jour en jour les succès de la *cause du gouvernement*

Les journaux de Barcelonne du 30, annoncent que Mina occupait la position de San Lorenzo del Pirens, le 23. Le mouvement de l'armée des Cristinos qui devait s'effectuer le 24 a été retardé en raison des temps affreux qu'il faisait, et du mauvais état des routes.

Une partie de l'infanterie légère était partie de Barcelone.

Un navire russe avait transporté 436 soldats du 60e. régiment des chasseurs belges appartenant à la division auxiliaire des Portugais

Des nouvelles de Madrid du 26 sont parvenues à Paris par un courrier extraordinaire. La discussion du vote de *confiance* a accorder à Mendizabal continuait toujours. On disait à la bourse qu'un courrier avait apporté la nouvelle de l'adoption du projet.

L'entrevue entre le comte Armodavar et le général Cordova n'avait *conduit à aucun nouveau* plan. On savait seulement que M. Firmin Iriarte avait été nommé commandant des provinces de Biscaye et d'Alava; que *Jauregui* (el Pastor) était le commandant de Guipuzcoa. Le premier venait d'entrer à Bilbao avec 12,000 hommes, et Iriarte, avec 8000. *Il paraissait probable* qu'ils se contenteraient du commandement de quelques bataillons, jusqu'à ce que le reste du contingent fut arrivé.

Des nouvelles de Bayonne du 2 janvier annoncent que le général Cordova avait l'intention d'établir ses quartiers généraux à Pampelune, vers lequel point les forces de la Reine se concentraient, dans le but d'intercepter la colonne carliste dans sa marche sur la Castelogne. Ce mouvement induisit le général Eguia, qui était parti de Mondragon, le 29, à s'avancer avec une forte division pour faire échouer les plans de Cordova. Le *général Eguir avait laissé le siége de Gastaria* en pleine activité: les travaux de la mine se continuaient vigoureusement; on en attendait un résultat décisif. Les Carlistes, dans la vue de commander l'entrée de la baie ont placé 6 pièces de canon à Zumaya, petit port de *mer tout près de Guetaria*. La garnison avait effectué une sortie qui n'a eu aucun succès.

Des lettres reçues de Madrid annonçaient l'arrivée de la femme du gouverneur de Cuenza, en cette capitale; elle avait abandonné Cuenza, qui se trouvait alors *menacée par l'approche d'une bande de Carlistes* de 500 hommes d'infanterie et 400 cavaliers, *sous les ordres de Serrador*. La garde nationale de Siguenza fut dit-on désarmée pour avoir crié "vive don Carlos," à l'approche de Serrador.

Extrait d'une lettre datée le Havre, 6 janvier.

Les explications données par le général Jackson dans son dernier message au Congrès sur l'affaire de notre différend avec les Etats-Unis, ont été généralement trouvées satisfaisantes ici et à Paris et nous attendons journellement maintenant une déclaration qui sera faite à ce sujet par nos Chambres et après laquelle le paiement des 4-comptes dûs sur les 25 millions sera de suite ordonné par notre gouvernement.

La dette entière du département des Postes sera payée au mois d'avril prochain. Il *restera en caisse* une balance de près de $100,000 en faveur de cette administration.

Juan Lucardo Francin a été reconnu par le Président, en qualité de vice-consul de la république orientale de l'Uruguay, pour le port de New-York.

Le brick *St Nicolas*, au moment d'appareiller pour la côte d'Afrique, a été saisi comme étant destiné à faire la traite des nègres. Le capitaine et quatre hommes de l'équipage ont été interrogés, *mais leurs dépositions* n'ont pas encore été publiées.

Paris, 6 Janvier.

CHAMBRE DES PAIRS.

Pré idence de M. Bastard.
Séance du 6 janvier 1836.

La séance est ouverte à une heure.

La plupart des membres de la chambre sont présents; le banc des ministres est complètement garni.

M. Barthe donne lecture du projet de l'adresse au nom de la commission dont il est rapporteur.

M. le président M. Tascher à la parole *sur l'adresse* qui vient d'être lue.

Mr. Tascher: La France et l'*humanité*, voilà les motifs qui me portent à prendre la parole. Vous comprenez que je veux pas parler de ces exilés dont l'Europe s'est émue; mes paroles trouveront de l'écho puis qu'il s'agit ici d'un peuple auquel tant d intérêts nous attachent dont le sang s'est mêlé à notre sang sur tant de champs de batailles. M. Tascher retrace les malheurs de la Pologne. Il parle des garanties que l'Europe a sanctionnées. A-t-on respecté ces garanties? Où est la nationalité de la Pologne? où est la Pologne elle-même? Des mots vides de sens ne peuvent établir son existence. Chez elle, on viole droits, liberté, foi des traités.... tout; qu'est-elle maintenant? Les souvenirs de nationalité y sont réputés criminels; les vertus civiques méconnues; les fortunes à la disposition de la force; enfin, chose horrible à dire, *les enfans* eux-mêmes sont enlevés à leurs familles et élevés pour devenir *soldats russes*.

Après avoir fait un court tableau de l'envahissante Russie, l'orateur déclare qu'il aurait volontiers demandé le renvoi de l'adresse à la commission pour qu'elle y *insérât quelques paroles* favorables à la Pologne; quand il vient à considérer que cette Pologne expire, elle, le bouclier de l'Europe contre le géant du Nord, il pense que la chambre fera de sérieuses réflexions et appuira le renvoi à la commission.

M. de Montalembert monte à la tribune.

L'orateur reproduit les mêmes argumens que M. de Tascher; il fait le tableau de la situation actuelle de la Russie s'aggrandissant sans cesse, de la Pologne disparaissant peu à peu, et attaquée dans ses souvenirs, ses mœurs, sa religion! Il rappelle ce que la France a fait pour la Grèce, et désire qu'elle en fasse autant pour la Pologne, ou que du moins le gouvernement manifeste hautement son intérêt et excite l'Europe à défendre la nationalité polonaise. Sous l'oppression musulmane. *La Grèce était moins malheureuse* que ne le sont aujourd'hui les Polonais.

L'orateur termine en appuyant le renvoi à la commission.

M. de Broglie demande la parole pour rendre justice aux généreux sentimens des deux premiers orateurs, mais il pense que l'on aurait apprécié la conduite du ministère lors de la révolution polonaise en 1831.—Qu'on se retrace la position de la France, la position de l'Europe à cette époque, alors que la guerre était imminente. Si le gr nd jour pouvait éclairer tous les efforts que fit alors la diplomatie en faveur de la Pologne, on verrait que nul plus que le gouvernement français n'a fait pour elle alors, et on rendrait justice à l'homme illustre qui dirigeait le cabinet en 1831.—Maintenant c'est au temps à tout faire, à la force des choses qui nécessairement amèneras une réaction. (Assentiment sur plusieurs bancs de la chambre.)

M. Tascher a la parole pour un fait personnel.

M. Tascher: Quand j'ai parlé en faveur de la Pologne, je n'ai nullement voulu jeter le blâme sur le grand homme dont M. de Broglie vient de rappeler le souvenir; je rends justice à sa conduite, mais j'ai voulu que la *chambre témoignât plus particulièrement sa sympathie* pour une nation malheureuse

M. le président a la parole est à M. Dubouchage.

M. Dubouchage: Je veux parler sur l'ensemble du projet d'adresse: si quelqu'un veut s'occuper du projet actuel, j'attendrai.

M Villemain, de sa place: Je dirai seulement quelques mots.

M. le président: Parlez.

M. Villemain: J'étais bien assuré que les nobles paroles que nous venons d'entendre dans la bouche des deux premiers orateurs qui ont occupé la tribune, provoqueraient vivement l'attention de la chambre, j'en appellerai aux paroles du roi dans un discours prononcé à la nationalité polonaise ne pu rra point. Qu'est-elle devenue cette nationalité. Les événemens ont été plus forts que la bienveillance de la *France*. Ce que nous devions à la Pologne, c'est une d'humanité et de politique. En 1815, malgré ses efforts prodigieux, la Pologne est tombée avec le grand capitaine: elle est encore tombée en 1831: il est du devoir de la France et de l'Europe de songer à elle, et de s'opposer aux envahissemens de la Russie, qui d'un seul coup a rapproché de cent lieues ses frontières du reste de l'europe. La chambre de pairs ne peut assez songer à des considérations politiques aussi importantes.

M. le baron de Barbois: De pareilles espérances toutes généreuses qu'elles sont, sont dangereuses depuis qu'un Valérien règne sur la Pologne. La nationalité a péri, depuis que ses efforts ont inutiles pour se relever. La France n'a jamais pu leur porter aucun secours *Comment, en effet traverser une partie de l'Europe* pour aller à elle. La Pologne est trop loin; les espérances pour sa *régénération sont nulles, mais il est* douteux qu'elles soient réhabilitables. Formons des vœux pour elle, mais ne la compromettons pas par des démarches imprudentes.

M. Dubouchage: Je m'associe de tout mon coeur aux paroles prononcées ici en faveur des Polonais; mais je reconnais la sagesse de ce que vient dire le respectable doyen de la chambre. Le ministère, je dois le dire ici, on sait que je ne suis guère disposé à approuver ses actes; le ministère agit avec prudence, et je dois applaudir aux paroles de M. le ministre des affaires étrangères, puisqu'il nous promet que le gouvernement, s'il occupera activement dans sa diplomatie. Les choses de ces négociations sont ouvertes, elles ne doivent donc pas être entrevues. (Rires sur quelques bancs de la chambre.) n'accusons pas le min istère avant que la session commence. Attendons!

Je trouve que la chambre des pairs, jusqu'à présent, a trop enregistré des lois sans en discuter l'argument; *son rôle doit être plus important, car elle contient des* hommes habiles en tout genre. C'est surtout dans les lois *les finances que je désire que la discussion* ait plus exacte sur la réduction du 5 pour cent, qui serait tout en faveur du pauvre, et qui permettrait l'abolition de l'impôt si onéreux sur le sel.

L'orateur appelle l'attention de la chambre sur la lacune qui règne dans sa législation, puisqu'il n'y a pas encore de loi qui règle ses attributions comme cour. Revenant ensuite sur l'adresse, il s'étonne de n'y voir aucune phrase de clémence, lorsque le calme qui règne maintenant dans la nation permettrait sans nul doute, une mesure aussi avantageuse, aussi noble que l'amnistie. Puisque le gouvernement est assez fort, il peut maintenant oublier des erreurs; le pardon est le signe de la force.

M. Dubouchage trouve que les économies ne se montrent pas vite dans le budget, et que la chambre devrait porter une attention plus soutenue dans son examen. (Rires...Interruptions.)

M. Dubouchage—Il n'y a pas autour là dequoi rire; *avant tout il faut songer à la nation. J'en viens à* l'expédition de Mascara C'était pour venger une injure qu'on a brûlé cette ville *mais ne devait-on pas plutôt* l'occuper.... La régence doit connaître plus de troupes; si l'on veut que les colons puissent s'y établir en sécurité et se livrer à des entreprises utiles au pays. L'état d Alger demande des améliorations.

Le président—Aucun amendement n'ayant été proposé pour l'adresse, je vais la mettre aux voix article par article, et on les adoptera provisoirement.

L'article 1er., renfermant la providence d'avoir protégé le roi dans la conspiration du 28 juillet—Adopté.

Le 2e., faisant allusion aux lois du 9 septembre, qui ont rétabli le calme dans l'état—Adopté.

Le 3e., Admirant la prospérité et les ressources de la France, et le développement continuel de l'industrie.—Adopté.

Le 4e., occupe de l'expédition de *Mascara*, reconnait la belle conduite des troupes françaises et de *l'héritier de la couronne dans cette circonstance*.—adopté.

Le 5me., félicite *sa majesté de ses bonnes relations* avec les puissances européennes, de l'Alliance avec l'Angleterre pour l'exécution des traités.—Adopté.

M. Tascher—Ma confiance dans le ministère m'a dispensé d'un amendement à ce sujet.

Le 6me. parle du traité de la quadruple alliance et des affaires d'Espagne, et déclare qu'il approuve la conduite du gouvernement dans cette circonstance

M. de Dreux-Brézé—Je demande la parole.

L'orateur monte à la tribune, et lit un discours assez long dans lequel il rappelle l'origine de la guerre civile en Espagne, et les divers traités conclus avec la France à différentes époques. Il représente l'Angleterre comme n'ayant favorisé la révolution espagnole que dans l'intérêt de son commerce, car c'est là son seul but et peu lui importe le reste. Ainsi à présent elle opprime l'Irlande, et abandonne la Pologne pour un traité de commerce avec *Nicolas*. elle tient *sous sa tutelle* le Portugal et s'immisce aux affaires d'Espagne, et toujours dans le *même but. Maintenant elle* y envoie des mercenaires qui vont combattre un vaillant *prince qui devait régner par la loi, mais qu'un roi* faible mari a dominé par une femme ambitieuse a frustré de *ses droits*.... *(Violente interruption, murmures.)*

Messieurs, en prenant à cette tribune je n'étais occupé que des intérêts de la France, permettez-moi de continuer à exprimer mon opinion.

M le président—Comme il n'y a rien de personnel dans ce que dit M. Dreux-Brezé, personne n'a le droit de l'en *tenir pour dire*. *Je dois lui laisser la parole* quand MM les ministres voudront, ils répondront.

M. de Dreux-Brezé—Une intervention ténébreuse me paraît aussi funeste qu'*indigne de la France*; notre arme d'observation n'est qu'une dépense de plus. Si l'on voulait faire cesser l'*effusion du sang*, il *fallait* intervenir de suite, et non pas travailler uniquement dans l'intérêt de l'Angleterre qui dans cette malheureuse guerre favorise à peu de frais son commerce, tandis que nous tuons le nôtre en dépensant beaucoup d'argent.

M. le ministre des affaires étrangères rappelle les différentes lois de succession à la couronne qui ont régné en Espagne; l'ancienne ayant été rétablie, Isabelle a succédé à Ferdinand, et le gouvernement français n'a pas hésité à la reconnaitre. Un prétendant, exilé d'abord en Angleterre, vient maintenant combattre le gouvernement légitime reconnu par la France et *l'Angleterre*. Nous devions lui prêter secours, et c'est ce qu'a fait le gouvernement du roi.

Le ministre termine en faisant ressortir les avantages qu'on recueillerait pour la France de la nouvelle *constitution espagnole*.—(Applaudissemens.)

Il est quatre heures et demie. La séance continue.

—On écrit de Porsmouth, 2 janvier:

"A en juger par les ordres reçus il y a quelques jours, dans les divers arsenaux, il paraît que le gouvernement est dans l'intention de prendre une attitude maritime imposante; on ignore seulement dans quel but et contre qui ces démonstrations sont faites: il *ne serait pas impossible* que si la médiation de l'Angleterre, qui sera sans doute accepée avec autant *d'empressement par les Etats-Unis* qu'elle l'a été par la France, venait à échouer, le gouvernement n'eût à résoudre quelques *circonstances* critiques. Si telle n'est pas la pensée du gouvernement, n'est-on pas en droit de conclure qu'alors il *songe à arrêter les agressions* continuelles de la Russie, en Orient, ou l'influence presque despotique qu'elle exerce sur la Turquie au préjudice et tous les autres états Européens. Le Bleinheim, à Sheerness, va être mis en état et le Hawke, de 74, est dirigé sur Chatam dans le même but. Le Racer, sloop de guerre, va être restauré, ici, deux vaisseaux de ligne, le Pembroke et un autre, ont reçu l'ordre de se tenir prêts à mettre en mer; et à Plymouth, même ordre a été donné à l'Implacable, au Kent, Donagel et Belle-Ile, vaisseaux de ligne; et aux frégates le Lancastre, l'Amérique, le Druide, le Stay le Melampe et la Résistance.

Hampshire Telégraph.

PARIS, 7 Janvier 1836.

Avant-hier, M. de Broglie disait à quelques députés: Nous considérons aujourd'hui l'affaire des Etat-Unis comme terminée. Nous pensons que ce sera l'opinion de la chambre lors de la discussion de l'adresse.

—On assure que c'est à la sollicitation de deux membres du cabinet, que les adresses des deux chambres doivent contenir quelques mots en faveur de la Pologne.

—On écrit de Toulon, le 2 janvier, que, bien que le vent ne soit plus à la guerre, les armemens maritimes se poursuivent avec activité. On en conclut que le gouvernement est décidé à demander aux chambres, et, en tout état de cause, une augmentation du budget de la marine.

LONDRES, 6 Janvier.

—Voici la circulaire adressée à tous les membres du parlement par lord John Russel:

White-hall, 30 décembre 1835

" Monsieur,

" La réunion du parlement étant fixée au 4 février, *je prends la liberté* de vous prier d'assister à cette première réunion, et de vous annoncer que le plus grand *empressement est nécessaire*, attendu que des affaires d'une haute importance doivent être immédiatement *soumises au parlement*.

" J'ai l'honneur, etc. *(Times.)*

SENAT DE LA LOUISIANE.

VENDREDI, 26 fév.

Le bill autorisant le Gouverneur à distribuer des armes tirées des arsenaux des Etats-Unis, à la milice qui forme la garnison de Baton Rouge, subit sa 2e. et 3e. lecture et est adopté.

La résolution relative à l'introduction des bills en l'une ou l'autre chambre, subit sa 2e. lecture.

M Hoa présente un bill pour incorporer une société à l'effet de venir au secours des veuves sans appui et des femmes indigentes.

Lu pour la première fois.

M. Langley annonce qu'il présentera un bill pour permettre à Mr. L. Rebré de disposer de ses propriétés *par la voie* d'une loterie.

Le bill pour l'incorporation de la compagnie du lac *Providence et du chemin à coulisses* de la rivière Rouge, subit sa seconde lecture et passe.

Le bill pour diviser la paroisse *Plaquemines* en sections électorales, est, sur motion de M. Morancy, amendé de manière à *comprendre des sections* additionnelles dans la paroisse de Concordia.

M Dupré presente un bill pour limiter les pouvoirs du jury de police dans la paroisse St Landry, de manière à ce qu'il ne puisse imposer aucune taxe excédant 80 pour cent des taxes de l'Etat.

Le Sénat suspend l'action de son réglement et adopte le projet

Le Sénat prend en considération la résolution pour autoriser le bibliothécaire à faire transporter la bibliothèque dans l'ancienne salle de la Chambre des Représentans.

M. Moore présente un bill pour remplacer cette résolution. Le Gouverneur est autorisé à faire préparer cette salle pour le Sénat, qui cèderait celle qu'il occupe à la bibliothèque de l'Etat.

La discussion de ce projet est ajournée.

Le bill *venu de la Chambre pour établir deux sections* additionnelles pour les districts de la paroisse St. Martin *est amendé par* O. Brownson et adopté.

Le bill pour amender les divers actes d'incorporation de la compagnie du rail-road de la Nouvelle Orléans et Nashville, passe à une seconde lecture.

Le 1ère section autorise le trésorier à souscrire au nom de l'Etat pour $300,000 au capital de ladite compagnie.

M. Cuny expose les immenses avantages du rail-road projeté. La somme demandée à l'Etat n'est pas considérable, si on la compare aux résultats que cette entreprise doit produire.

M. Moore s'oppose avec force à l'adoption de cette section. Déjà la loi de l'Etat est engagée pour une somme de plus de 16 millions, pour veut-on aujourd'hui réclamer encore $300! pour un rail-road qui n'est pas encore commencé, et qui doit traverser un pays désert. Que les spéculateurs qui doivent en retirer des *bénéfices y consacrent leur fortune* et leur crédit. L'Etat bientôt ne pourra plus pourvoir au remboursement des obligations que contracte la *Législature*.

M. Labauve propose le rejet de la section. Cette motion étant appuyée et mise aux voix: Mrs. Brownson, Dupré, Johnson, Labauve, Lewis, Landry, Moore, Morancy, Reid et Tête votent pour—Messieurs Cuny, Hoa, Labranche et Lacoste, contre—9 voix contre quatre.

La 1ère section étant rejetée, les 2me., 3me et 4me. partagent le même sort.

La 5e. section annulait la clause de la charte par la quelle la compagnie était dissoute, dans le cas où la *Législature de Mississippi* ne l'incorporerait pas dans le délai d'un an, adopté.

La suivante autorisait la compagnie à recevoir les fonds des actionnaires, lors même que la Législature de *Mississippi n'aurait pas encore sanctionné* la charte, et à jouir des privilèges qu'elle leur accordait.

Mr. Moore propose le rejet de cette section. La compagnie ne devait commencer ses travaux qu'après avoir obtenu d'être incorporée par les Législatures de Mississippi et Tennessee. Aujourd'hui elle demande au Sénat de sanctionner ses opérations dans la Louisiane seule, sachant qu'elle n'obtiendra pas consentement du Mississippi et la route qu'elle s'est tracée.—Un privilège exclusif lui est accordé, sur 15 milles de chaque côté de la route, et elle obtient la confirmation pour contrôler tous les projets d'améliorations dans la Floride et dans le district qu'il représente.

M. Hoa expose que la compagnie désire commencer ses travaux dans la Louisiane et construire d'abord cette partie du Rail-Road. Malgré l'opposition qui s'est élevée dans le Mississippi, cependant on espère avec raison que la *Législature* ratifiera la charte de la Compagnie. On a parlé d'autres projets; en quoi cette *entreprise les générait-elle*? N'a-t-elle pas été incorporée avant es autres et ne présente-t-elle pas des avantages immenses pour l'Etat que celles-ci ne peuvent contrebalancer? L'honorable Sénateur termine en disant qu'il a l'espoir que le Sénat adoptera la section.

Mr. Johnson propose d'ajourner la discussion afin d'examiner si la compagnie n'entrerait pas en collision avec les autres routes en rail-roads dont a passé le Sénateur de Ste. Hélène, adopté.

Mr. Cuny propose de porter ce bill à l'ordre spécial du jour pour le lendemain, adopté.

La résolution pour accorder un congé au colonel Smith, pendant la campagne de la Floride est adoptée.

L'acte pour étendre la juridiction de la cour de cité de Lafayette est lu une seconde et troisième fois, et est adopté.

Le bill pour autoriser l organisation d'une force armée locale, *dans les villes de l'Etat*, est lu une seconde fois.

Sur motion de Mr Johnson, une section y est ajoutée pour donner 4 aides-de-camp au major général de la 3e. division militaire des milices de l'Etat.

Le bill est adopté avec cet amendement.

Le bill pour incorporer la compagnie d'Assurances de l'Union, subit une seconde lecture, section par section.

Mr. Cuny présente des sections additionnelles pour incorporer la compagnie d'assurances de la rivière-rouge, elles sont adoptées.

Le bill amendé est adopté.

Le sénat s'ajourne à lundi prochain.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Arkansas, Dennis, New-York, Bogiet & Hawthorn.
Navire Neva, Perkins, de Boston, Harrod & Qnarles.
Goëlette Emperor, Arnoux, Tampico, F. Cougot.
Goëlette Oneko, Nicherson, Madeira, Buchanan & Hagan.
Goëlette Geo. W. Norris, Cox, Tuspan, A. Gavanac.
Goëlette Corolla, Davis, Matagorda, W. Bryan.
Goëlette Invincible, Brown, Texas, W. Bryan.

ARRIVES.

Bateau de remorque Shark, Thomas, des Passes, *avec le navire Calcutta et une goëlette.*
Bateau de remorque Lion, Humbbell, des Passes, Navire *Boreas*, Taylor, du Hâvre, parti le 9 *janvier*, avec un chargement assorti à Chabert & Schreiber, Freruer & Albert; J. Barrow; S. O. Sassnot; J A. Merle & Co; A. Pays & Co; M de Lizardi & Co.

Passagers—J. Anoni et mille Hocae, un à l'entrepont.

Navire Lagrange, Patten, du Hâvre, parti le 2 de janvier

Navire Calcutta, Meyberg, de Rio Janeiro.
Brick Deleyte Espinola, de Campêche.
Brick Dimon, Sherwood, de Charleston.
Goël Pacific, Fessenden, de la Bate de Vermillion.
Bateau Franklin, Havens, de Franklin.
Bateau à vapeur Levi devat, Parker, de Natchitoches.
Bateau à vapeur Far West, Fox, de Louisville
Bateau à vapeur Shakspeare, Longcope, de Vicksburg.
Bat à vap Michigan, Twiched, d'Alton, Missouri.
Bateau à vap Kentuckian, Dawson, de Louisville.

MEMORANDA.

Le navire Natchez, parti du Hâvre pour ce port, le 15 *janvier*. Le navire Flora, arrivé au Hâvre, était parti de Charleston, et non de ce port, comme il a *été annoncé par erreur*, par les journaux du nord.

Et l'autre relative aux habitans qui se sont établis sur des terres qui leur appartiennent en vertu de titres espagnols.

L'orateur a signé lesdites résolutions, et le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du senat.

Un message du senat, par M. Davis, son secretaire, informant la chambre que le senat a donné son concours aux amendemens faits par la chambre aux amendemens du senat au bill intitulé:

"Acte pour amender l'acte intitulé: acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de Carrollton et de la Nouvelle-Orléans, approuvé le 1er avril 1835.

ORDRE DU JOUR.

La chambre s'est occupée de la résolution pour empêcher l'*introduction des bills* après le 22 du courant.

Cette resolution a subi un amendement et a été adoptée.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du senat.

Les bills suivans ont subi leur 2me lecture, et ont été renvoyés à demain pour être lus une troisième fois.

"Acte supplémentaire à l'acte pourvoyant à l'achat *d'un certain nombre de nègres pour l'Etat*, lesquels devront être employés aux améliorations intérieures, et pour d'autres objets.

Ce bill ayant subi sa première lecture, la chambre s'est dispensée de nouveau de ses règles et a procédé à sa seconde lecture et à sa considération.

Sur motion, ordonné que ledit bill soit adopté.

Sur motion, ordonné que ledit bill passe et conserve son titre.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du senat.

Sur motion de M. Lewis, la chambre a procédé à la considération, section par section du bill intitulé:

"Acte pour amender l'acte intitulé: Acte pour incorporer la ville de Washington, dans la paroisse de St-Landry, approuvé le 31 mars 1 35."

Les diverses sections ayant été adoptées,

Sur motion, ordonné que ledit bill passe et conserve son titre.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du senat.

Un message est venu du *senat*, par M. Davis, son secrétaire, demandant le concours de la chambre aux bills suivans:

"Acte relatif à la ville de Lafayette et au jury de police de la paroisse Jefferson.

"Acte pour amender le code de procédures et le code civil

"Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de Livingston.

"Acte pour supplémentaire aux divers actes relatifs aux écoles publiques de la Nouvelle-Orléans.

Et "Acte supplémentaire à l'acte intitulé: Acte pour empêcher d'une manière plus efficace les sociétés d'obtenir des liqueurs spiritueuses *sans* le consentement de leurs maîtres, approuvé le 2 avril 1832.

Ces bills ont subi leur *première lecture* et *ont été* renvoyés à demain pour être lus une seconde fois

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du senat.

Un message est venu du *senat*, par M. Davis, son secrétaire, demandant le concours de la chambre aux bills suivans:

"Acte pour amender l'acte intitulé: Acte pourvoyant au nétoiement et au dessèchement des marais et des cyprières, dans la ville de la *Nouvelle-Orléans*, ses faubourgs incorporés et le lac Pontchartrain, approuvé le 19 mars 1833.

Ce bill a subi sa 1re lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

La chambre a été informée que le sénat a donné son concours aux bills suivans:

"Acte pour amender l'acte intitulé: Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la rivière Rouge.

"Acte pour accorder des pouvoirs ultérieurs au bureau de police de la ville de Carrollton.

"Acte pour amender l'acte intitulé: Acte pourvoyant au paiement des loyers des diverses cours de l'Etat, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets, approuvé le 5 mars 1819.

M. Delachaise, au nom du comité d'enrôlement, a rapporté comme dûment enrôlées *deux resolutions*: la première concernant l'invitation faite à nos sénateurs et à nos représentans au congrès, de faire tous leurs efforts pour obtenir une appropriation pour le nettoiement de *certain canal*.

OFFICIEL.

DOUZIEME LEGISLATURE—2me. SESSION.

JOURNAL DU SENAT.

MARDI, 23 février.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

L'appel de la chambre ayant été fait, il a paru que *Mrs* Debuys, Dixon, Milligan, Patin, Patten, n'avaient pas répondu à leurs noms.

Sur motion de M. Wilson, ordonné que M. Winn soit dispensé d'assister à la séance d'aujourd'hui pour cause de maladie.

Sur motion de M. Winn, ordonné qu'il soit dépensé *de toute considération ultérieure du mémoire* de la ville de St-Francisville.

M. *Wilson* a présenté une pétition de habitans de la paroisse des Rapides.

Sur motion, ordonné que ladite pétition soit referée au comité des propositions et griefs.

M. *Brown a présenté une* pétition d'un grand nombre d'habitans d'Est Feliciana.

Sur motion, ordonné que ladite pétition soit referée à un comité spécial de trois membres.

L'orateur a nommé Mrs. Brown, Lewis et Barrow, membs es dudit comité.

M. Breed a présenté la resolution suivante:

"Résolu que la résolution des deux chambres fixant l'ajournement *sine die* de la législature au lundi 7 du mois prochain est et demeure suspendue jusqu'au—— jour du—— 1836.

Cette résolution a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lue une seconde fois. été référés les comptes annuels du trésorier de l'état a présenté son rapport.

Sur motion, ordonné que ce rapport soit déposé sur le bureau, sujet à l'appel de la chambre.

M. Barrow, au nom du comité réuni chargé d'examiner les affaires de la banque de Carrollton, a présenté un rapport.

Sur motion, ordonné que la chambre se dispense de la lecture de ce rapport et qu'il soit imprimé.

Le *même membre*, au nom du comité judiciaire auquel avait été referé le bill intitulé:

"Acte *pour venir au secours* de l'honorable *J H Overton*, ex-juge du 7me district judiciaire,

A présenté de nouveau le même bill.

M. Patin, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté le bill intitulé:

"Acte pour punir les crimes et délits commis sur la rivière Mississipi.